

Engagement dans le monde – le défi du Canada :

Présentation pré-budgétaire 2014 du BCEI au Comité des finances de la chambre des communes

Résumé

Le BCEI, organisme d'éducation internationale du Canada, aborde le thème de concertation du renforcement de la compétitivité du commerce canadien dans le contexte du Plan d'action sur les marchés mondiaux et de la Stratégie en matière d'éducation internationale.

Le Canada ne fait pas assez de choses pour perfectionner des dirigeants canadiens de demain compétents et tournés vers le monde, ce qui crée le « *défi canadien de l'engagement dans le monde* ». Le Canada est très à la traîne des grands pays concurrents qui reconnaissent l'impératif économique stratégique de faciliter les programmes phares de bourses internationales pour leurs étudiants.

Le Canada doit repenser sa démarche en ce qui concerne l'éducation internationale et mobiliser une masse critique de sa prochaine génération.

Le BCEI demande un programme substantiel lancé en 2015 pour faire de grands progrès vers l'objectif de 50 000 bourses par an d'ici à 2022 (recommandation du Comité consultatif du gouvernement). Pour le 150^e anniversaire du Canada, 15 000 bourses seraient octroyées en 2017.

Bureau canadien de l'éducation internationale

Le Bureau canadien de l'éducation internationale (BCEI) est l'organisme d'éducation internationale du Canada. Notre vision est de faire du Canada un chef de file mondial de l'éducation internationale, mobilisant nos 150 établissements membres répartis au Canada dans différents partenariats et débouchés de mobilité dans le monde. Notre mandat est de renforcer les capacités du Canada à contribuer et à participer pleinement au monde grâce à ses contacts en éducation.

Au cœur de notre mandat, la formation des dirigeants canadiens de demain grâce à une expérience d'éducation internationale. Notre présentation au Comité des finances portera exclusivement sur cet aspect de notre travail, qui est de plus en plus critique et où le Canada est très à la traîne dans le monde.

En formant la prochaine génération de dirigeants, nous répondons au thème de concertation qui consiste à renforcer la compétitivité du commerce canadien. Notre présentation parle de deux grands documents fédéraux : le [Plan d'action sur les marchés mondiaux](#) (nov. 2013), ci-après « le Plan », et la [Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale](#) (janv. 2014), la « Stratégie ».

Nous proposons une initiative répondant à ce que nous appelons le « *défi canadien de l'engagement dans le monde* ». Le BCEI est particulièrement bien placé pour se faire le porte-parole de cette initiative, y contribuer et la mettre en place. Depuis sa création à la fin des années 1940, le BCEI établit des liens vers le monde pour le secteur de l'éducation et pour le Canada.

Défi canadien de l'engagement dans le monde

Le Canada doit relever un grand défi : envoyer davantage de ses étudiants à l'étranger pour leurs études et les préparer à devenir des citoyens du monde de différentes façons, comme le nom l'indique.

Pourquoi est-ce si important?

Pour le Canada, grande nation commerçante dont la poursuite de la prospérité dépend de la mobilité internationale des personnes, des biens et des services, il est essentiel de faire en sorte d'avoir une masse critique de professionnels qui sont prêts à gérer les risques et maximiser les avantages du commerce international. Comme le Plan l'indique, le commerce international représente actuellement plus de 60 % du PIB du Canada, et un emploi sur cinq au Canada est lié à l'exportation.

Même sans parler de commerce, on sait bien que le monde dans lequel nous vivons est plein de difficultés de nature mondiale.

Les Canadiens doivent se préparer à participer au village mondial et à le mener, à travailler sans se soucier des frontières, cultures, langues et valeurs au bénéfice de toutes les parties impliquées.

Pour les Canadiens, une participation concrète à l'international et le soutien des personnes dans le besoin sont des valeurs fondamentales. La participation aux efforts qui sont bénéfiques pour notre planète et ses habitants est inscrite dans notre ADN.

Que faisons-nous pour former les dirigeants canadiens de demain, les personnes qui pourront négocier, analyser, connecter et participer de façon utile sur la scène internationale?

Situation actuelle

Récemment, le BCEI a rédigé un article remerciant le Conseil canadien des chefs d'entreprise (CCCE) d'avoir ajouté une optique internationale à son initiative *Agir pour le Canada : emplois et compétences pour le 21^e siècle*. En partenariat avec le Conseil international canadien (CIC), le CCCE a demandé la rédaction d'un rapport sur la Stratégie intitulé [Canada's International Education Strategy: Time for a fresh curriculum](#) (il est temps de réviser la stratégie d'éducation internationale du Canada). Comme ce rapport l'indique, la Stratégie se concentre sur l'attrait d'étudiants internationaux, la réduction des lacunes dans les compétences et la façon de bénéficier à l'économie et à la société. Le BCEI félicite le gouvernement de cela. La Stratégie établit un objectif ambitieux consistant à doubler le nombre d'étudiants internationaux d'ici à 2022 (portant l'objectif à 450 000 étudiants), et le BCEI s'engage à faire tout son possible pour que le Canada atteigne cet objectif.

Cependant, comme le rapport ci-dessus le souligne, et comme le BCEI le répète depuis longtemps, l'arrivée d'étudiants internationaux dans notre pays n'est que l'un des piliers d'une démarche globale de l'éducation internationale. L'envoi de nos étudiants à l'étranger est tout aussi important.

Là où, par exemple, plus de 30 % des étudiants allemands se rendent à l'étranger (et des efforts concertés visent à faire passer ce chiffre à 50 %), on estime qu'un tout petit 3 % des étudiants canadiens participent à un programme d'échange de leur université ou collège du Canada. C'est un véritable talon d'Achille pour le Canada, qui souhaite avoir une plus grande mobilisation et compétitivité.

Le BCEI demande l'établissement d'un objectif national à cinq fois le chiffre actuel. Pas moins de 15 % des étudiants canadiens devraient faire des études à l'étranger.

Le rapport de 2012 du Comité consultatif sur la Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale, nommé par le gouvernement, s'intitule [L'éducation internationale : un moteur-clé de la prospérité future du Canada](#). Il recommande que, d'ici à 2022, 50 000 bourses d'études à l'étranger soient octroyées à des étudiants canadiens chaque année pour surmonter le manque vital de compétences internationales du Canada.

Pour atteindre cet objectif, il faudra investir. Cet investissement ne nous rendra pas à 15 %, mais il est ambitieux et nous mettra sur la bonne voie.

Atteindre cet objectif nécessitera aussi une vision téméraire. Nous devons dynamiser une masse critique d'étudiants pour les aider à accéder à toute la valeur des études à l'étranger. Les dirigeants doivent parler avec plus d'entrain de l'importance des compétences acquises par l'exposition internationale. En témoigne ce [rapport \(en anglais seulement\)](#) intéressant de la Fondation Asie-Pacifique du Canada et la *Munk School of Global Affairs* sur l'urgence du besoin de créer une « compétence asiatique ».

Le BCEI pense fermement que la future place du Canada sur la scène internationale et dans l'économie mondiale l'exige.

Rendre prioritaires les études à l'étranger

D'autres pays font des pas de géants dans l'internationalisation de leur prochaine génération :

- Le programme de bourses [Ciências sem Fronteiras](#) du Brésil (CsF, Science sans frontières) lancé en 2011 fait acquérir des connaissances théoriques et des compétences pratiques à 101 000 étudiants. En juin 2014, la présidente du Brésil a annoncé la deuxième phase du programme, qui octroiera 100 000 bourses supplémentaires. CsF est conçu pour catapulter le Brésil dans l'économie du savoir.
- Les États-Unis ont pris des mesures ambitieuses. Le président Obama a annoncé personnellement l'initiative « 100,000 Strong » avec la Chine, désormais fondation indépendante à but non lucratif permettant aux étudiants des États-Unis de faire un semestre d'études à un établissement chinois d'enseignement. Le président a récemment annoncé un programme semblable avec l'Amérique latine. Selon le [site de l'initiative](#) : « Dans le monde d'aujourd'hui, connecté et piloté par la technologie, une instruction de qualité seule ne suffit pas. Nous devons nous tourner davantage vers le monde et mieux comprendre les différentes cultures. Nous avons besoin d'une génération de dirigeants qui peuvent naviguer les frontières. C'est pourquoi les étudiants doivent avoir une vaste base de compétences et d'expériences, et être exposés à d'autres pays et cultures. C'est là la vision de 100,000 Strong dans les Amériques. »
- Le programme européen Erasmus a fêté ses 25 ans en 2013, après avoir octroyé plus de 3 millions de bourses d'études à l'étranger dans des pays de l'Union européenne. Visant en grande partie la création d'une identité européenne, l'Europe a néanmoins ouvert son programme à d'autres pays grâce à deux programmes de coopération et mobilité : [Erasmus Mundus](#) et [Erasmus Plus](#).
- Grâce au [Plan New Colombo](#), l'Australie s'est engagée à investir 100 millions de dollars sur cinq ans afin d'accroître la capacité des étudiants australiens à faire des études et à travailler dans la région Indo-Pacifique. Ce plan finance des études d'un an et des stages

d'un semestre à l'étranger et prévoit des subventions pour des projets courts qui sont plus faisables pour un grand nombre d'étudiants.

Contrairement à ces pays, le Canada n'a pas placé l'internationalisation de la prochaine génération parmi ses grandes difficultés ou impératifs nationaux, choisissant plutôt de proposer des programmes exclusifs aidant une cohorte restreinte pendant une durée limitée.

Si l'on regarde ce qui se passe en commerce international et ce que nos concurrents font pour consolider leurs réussites d'un côté, et les objectifs importants du Plan et de la Stratégie de l'autre, le Canada a un besoin urgent de former une masse critique de jeunes dirigeants tournés sur le monde pour que cela se ressente sur notre capacité globale à nous imposer à l'international à moyen et long terme. Des programmes exclusifs et ponctuels ne constituent pas la solution. Sans effort coordonné et investissement conséquent, nous risquons d'élever une génération de Canadiens non compétitifs. Les implications pour notre bien-être économique sont sérieuses.

Et ensuite?

Comment le Canada peut-il relever le défi de s'imposer dans le monde?

Foncièrement, nous devons lui accorder la priorité – pas la priorité n° 2 et certainement pas la place de quelque chose de secondaire. Nous devons viser haut. Nous devons mettre en place, rapidement, un programme concret qui fera des progrès mesurables vers l'objectif recommandé par le Comité consultatif qui est de 50 000 bourses par an d'ici à 2022.

L'éducation internationale est identifiée explicitement dans le Plan comme force compétitive. Avec deux autres forces, on misera sur ses forces « pour élaborer des stratégies détaillées qui maintiendront le Canada à l'avant-garde des secteurs économiques clés et qui renforceront le commerce et l'investissement canadiens ainsi que les liens interpersonnels sur les marchés ciblés. » Le Plan touche ensuite au « lancement d'une stratégie internationale en matière d'éducation visant à attirer des étudiants étrangers au Canada et à resserrer les liens entre les institutions d'enseignement de calibre mondial du Canada et leurs homologues du reste du monde. » Dans ce deuxième objectif, élément central du resserrement des liens entre établissements, on trouve l'échange d'étudiants et de jeunes chercheurs. Nous devons *absolument* mettre en place cet autre grand pilier de l'éducation internationale permettant aux étudiants canadiens de renforcer leur potentiel de devenir nos dirigeants de demain.

Ne pas l'inclure dans notre Stratégie en évolution serait une grave erreur.

Le BCEI s'est récemment entretenu avec des dirigeants d'entreprises et de pouvoirs publics pour savoir ce qu'ils pensaient des études à l'étranger. Ils les voient de plus en plus

importantes, mais avec une différence : le type d'expérience pédagogique auquel ils accordent le plus d'importance mélange les études en classe et le travail pratique pour former un éventail de compétences comme le travail en équipe, le raisonnement critique et la maîtrise d'une deuxième (ou troisième) langue.

Les dirigeants espèrent aussi voir les étudiants des Premières nations du Canada renforcer leur exposition internationale, ce qui donnera de meilleurs résultats socio-économiques pour leurs collectivités ici au Canada.

Il existe de nombreuses possibilités de lier un grand programme et les pays et secteurs prioritaires du Plan, et de faire en sorte que nos étudiants des Premières nations y participent. Ces liens seraient les bienvenus par la communauté des affaires et proposeraient une plateforme pour sa participation et son soutien.

Le lien entre l'éducation internationale et le développement économique s'illustre par de nombreux dirigeants d'aujourd'hui. Dans un récent [billet de blogue](#) pour le BCEI, parlant de son expérience d'échange en Allemagne pendant ses études à l'Université McGill, l'honorable Chris Alexander, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, dit :

Notre avenir économique est lié à cette circulation de jeunes gens à la recherche d'une scolarité et de nouvelles carrières qui les passionneront. Alors nous cherchons à établir des relations économiques stratégiques avec l'Asie, à établir des partenariats avec l'Alliance pacifique d'Amérique latine et à tirer parti de l'Accord historique économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne, nous sommes littéralement en train d'ajouter à nos priorités la croissance de liens humains, scolaires, d'innovation, d'investissement et de commerce qui peuvent soutenir notre croissance pour les dizaines d'années à venir.9999

Le BCEI recommande que le gouvernement investisse dans un grand programme qui donnera progressivement des subventions aux étudiants canadiens (études secondaires et supérieures) pour arriver aux 50 000 bourses visées par le Comité consultatif d'ici à 2022.

Nos recherches indiquent que les étudiants ne sont pas à la recherche d'un financement total, mais d'un complément de leur contribution personnelle et des petites subventions données par certains établissements.

Le BCEI demande qu'un minimum de 10 000 bourses de 1 000 \$ soit octroyé en 2015, pour passer à 12 500 en 2016, et que le 150^e anniversaire du Canada soit marqué par 15 000 bourses en 2017.

Pendant les cinq années suivantes, le BCEI demande à ce que le volume des bourses augmente régulièrement chaque année pour que 50 000 bourses soient octroyées en 2022 et les années suivantes.

Le BCEI espère que ce document fournit des données utiles sur la grande contribution de l'éducation internationale à la réussite du Canada. Grâce à un investissement relativement modeste dans les études à l'étranger, le gouvernement du Canada agira dans les meilleurs intérêts du Canada et des Canadiens.

Le BCEI se réjouirait de pouvoir discuter de cette question avec le Comité des Finances.